

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Augmenter la sécurité

Réforme de l'imposition 7

La réforme de l'imposition des entreprises III préserve la prospérité et l'emploi



Guy Parmelin 8-9

Interview avec le chef du DDPS
le conseiller fédéral Guy Parmelin



**Oui à une loi sur le
renseignement efficace**

Les moyens actuels du Service de renseignement de la Confédération (SRC) ne sont plus suffisants pour combattre les menaces toujours plus agressives et complexes et pour remplir la mission préventive du SRC dans le domaine de la sécurité intérieure.

L'objectif premier de la nouvelle loi est d'adapter la mission, la fonction et le contrôle du SRC aux progrès techniques et de mieux prendre en compte les nouveaux risques et menaces.

L'UDC dans les médias de juin

Le mot du président



Gare à celui qui se lie

Le référendum sur le BREXIT a montré de manière éclatante l'importance de l'indépendance. Malgré cela, le conseiller fédéral Didier Burkhalter a l'intention de lier la Suisse à l'UE. Un accord-cadre est censé obliger la Suisse à reprendre de façon automatique - le Conseil fédéral préfère dire "dynamique" - le droit européen dans tous les domaines où la Suisse est contractuellement liée avec l'UE.

Les éventuels litiges seraient tranchés non par le Tribunal fédéral, mais par la Cour de justice de l'Union européenne, la CJUE, et en cas de référendum, l'UE pourrait prononcer des sanctions contre la Suisse, que le Conseil fédéral appelle « mesures compensatoires ». Bien que le Conseil fédéral ne communique pour l'instant aucun détail de l'accord en question, l'UDC se prépare déjà au débat politique contre celui-ci. En effet, comme lors de la votation sur l'EEE et sur l'UE, l'enjeu ne concerne rien moins que les valeurs centrales de la Suisse, à savoir la liberté, l'indépendance, le fédéralisme, la subsidiarité et la démocratie directe. Ce sont ces valeurs qui ont apporté sa prospérité à la Suisse, car elles la distinguent d'autres pays. En se liant à l'UE, la Suisse perdrait ses atouts.

On constate d'ores et déjà que les associations économiques et les autres partis bourgeois ne se réjouissent guère des plans de notre ministre des affaires étrangères. Une écoute attentive des remarques formulées conduit en outre à douter de la solidité du projet. J'entends souvent dire que le moment est mal choisi pour un accord institutionnel. Cependant, il ne s'agit pas du moment, mais du contenu insupportable pour la Suisse. Il n'y a jamais de bon moment pour un tel accord. L'UDC guette, car gare à celui qui se lie.

Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse

Bilan de la session d'été

La session d'été 2016 s'est tenue du 30 mai au 17 juin.

Positif:



Tout vient (enfin) à point...

...à qui sait attendre. 24 ans après son dépôt, le Parlement a adopté une motion de Lukas Reimann (UDC) exigeant que **le Conseil fédéral retire la demande d'adhésion à l'UE** déposée en 1992. Il met ainsi, enfin, le point final à un chapitre peu reluisant de la politique étrangère suisse.

Réforme de l'imposition des entreprises III

Les nouvelles exigences internationales nécessitent que la Suisse ajuste son régime fiscal. Avec l'adoption durant la session d'été de la Réforme de l'imposition des entreprises III, la Confédération et les cantons pourront à l'avenir maintenir leur cadre budgétaire compétitif au niveau international. Ainsi, la prospérité et l'emploi sont garantis même s'il faut continuer à travailler dans ce sens.

Pas de mesures d'économie supplémentaires dans l'armée !

Une fois de plus, dans le débat concernant le Message sur l'armée, le Conseil des États s'est opposé à la tentative du Conseil fédéral d'ordonner à l'armée des mesures d'économie supplémentaires. Le Département de la défense disposera par conséquent de **5 milliards de francs par an** ces quatre prochaines années.

Négatif:



Le Parlement a violé la Constitution !

Malgré l'opposition de l'UDC et l'interdiction de ratifier de nouveaux accords internationaux sur l'immigration ancrée dans la Constitution, le Parlement a approuvé à une large majorité **l'extension de la libre circulation à la Croatie**. Certes, un amendement a été ajouté pour la ratification de l'accord, mais même avec cette condition, le procédé n'est rien d'autre qu'une véritable infraction à la Constitution, qui foule aux pieds la volonté de la population.

Les « Calimero » de la formation ont atteint leur but

Le Conseil fédéral a suivi la proposition du Conseil fédéral et adopté un crédit-cadre de 26 milliards de francs en faveur des hautes écoles, pour les années 2017-2020. Malgré des mesures d'économie radicales de la Confédération au cours des années à venir, le secteur de **la formation continuera de toucher des sommes titanesques (+ 2% par an) versées par la caisse fédérale**. La revendication de l'UDC de stabiliser les dépenses affectées à la formation au niveau de 2016, soit à 6,187 milliards par an, a été rejetée par le National. Le fait est que même si elle avait été acceptée, les dépenses liées à la formation auraient été augmentées de près d'un milliard, atteignant au total 24,74 milliards.

Et avec ceci, encore quelques milliards de plus ?

Le Conseil national compte dépenser entre 2017 et 2020 **11 milliards de francs pour la coopération au développement**, suivant ainsi le Conseil fédéral, malgré la situation tendue. Les appels de l'UDC à réduire drastiquement l'aide au développement compte tenu de l'utilité douteuse de nombreux projets et de se pencher une fois à fond sur ce dossier en reprenant tout depuis le début ont tous été balayés. Ce sont une fois de plus les contribuables qui trinquent ...

Rhétorique d'asile du PLR

Avant la session d'été, on a pu lire dans la presse des annonces tonitruantes. Il fallait baisser l'attrait de la Suisse comme pays d'asile, une sévérité accrue dans ce domaine serait inévitable, dicit la nouvelle présidente du PLR Petra Gössi. Ce n'étaient que des mots. **Différentes interventions de l'UDC dans ce domaine n'ont pas été soutenues par le PLR**. Une fois de plus, on a ainsi manqué à mettre en place d'importantes mesures dans le domaine de l'asile. Bizarre, de la part d'un parti qui clame son « amour pour la Suisse » ...

Encore plus de milliards en cadeau à l'étranger

Durant la session écoulée, le Conseil national a décidé de dépenser jusqu'à 2,8 milliards de francs pour la coopération au développement jusqu'en 2020. Si l'on additionne toutefois l'ensemble des frais pour l'aide au développement, on obtient des dépenses annuelles totales de plus de 3,3 milliards de francs.

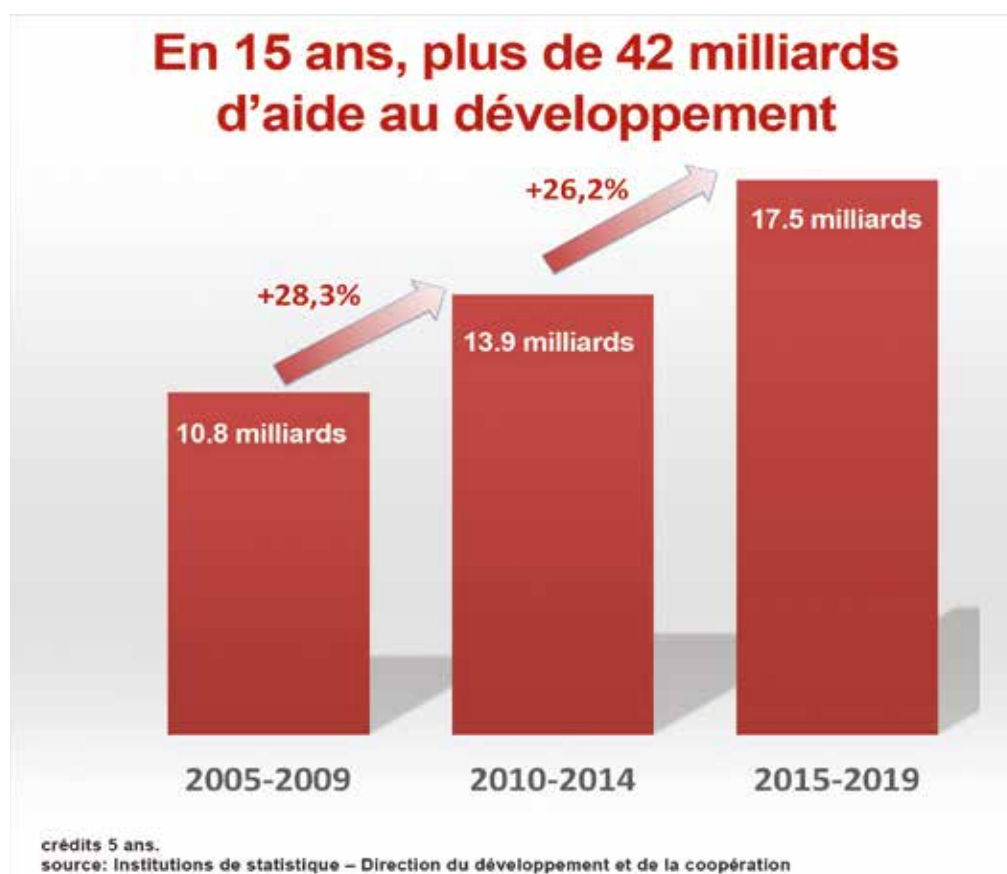
Lors de la session d'été, le Conseil national a adopté un crédit-cadre pour la coopération internationale excédant les 11 milliards de francs pour les quatre prochaines années. Cela donne des coûts annuels de presque 2,8 milliards de francs par an. Cette somme n'inclut cependant de loin pas toutes les dépenses. Dans l'ensemble, la Suisse dépense déjà plus de 3,3 milliards de francs pour l'aide publique au développement (APD). Tendance en hausse.

Des milliards rien que pour les salaires

À travers l'aide au développement, la Confédération soutient des centaines de projets. Mais au lieu de concentrer les moyens, nous distribuons à plus de la moitié des pays du globe. Quel éparpillement ! Bien naïf, celui qui croit que tous les fonds vont à l'étranger. Outre les milliards qui quittent la Suisse, plus d'une centaine de millions va à des organisations indigènes : la semaine dernière, le Conseil fédéral a communiqué, en réponse à une question de mon collègue Roland Büchel, que 24 œuvres de charité, pour la plupart actives tout à gauche de l'échiquier politique, ont reçu de la caisse fédérale une somme excédant 112 millions de francs. Et ce n'est que la base. À cela s'ajoutent des montants astronomiques pour les « projets ».

L'UDC exige une réduction de l'aide au développement

Cette situation ne peut pas durer. Alors que faire ? D'abord, veiller à ce que notre aide et notre argent n'aillent qu'à ceux qui en ont vraiment besoin. Cela signifie qu'il faut réduire sans



À travers l'aide au développement, la Confédération soutient des centaines de projets. Mais au lieu de concentrer les moyens, nous distribuons à plus de la moitié des pays du globe.

ménagement les contributions aux profiteurs indigènes. Deuxièmement, le Conseil fédéral doit conclure des accords de réadmission avec les États soutenus, et ce, en exigeant que ces pays reprennent leurs ressortissants qui n'ont rien à faire en Suisse. Ceux qui ne jouent pas le jeu pourront tirer un trait sur l'aide au développement. Troisièmement, l'aide publique au développement doit être réduite, de 0,5 pour cent actuellement à 0,4 pour cent du revenu national brut (RNB). Cette année seulement, cela aurait permis une baisse des dépenses de près de 600 millions. De l'argent que nous

pourrions au lieu de cela utiliser ici, pour les Suisses. Par exemple pour le programme de stabilisation 2017-2019 actuellement en cours. Il est en effet inacceptable de devoir lancer un programme d'économies tout en envoyant des milliards à l'étranger.

Jean-Luc Addor,
conseiller national,
Savièse (VS)



Suisse – Croatie: Prolongations du match constitutionnel

Après quelques allers-retours entre Conseil national et Conseil des États, les deux Chambres ont finalement trouvé un consensus pour une signature du protocole relatif à la Croatie.

Le Conseil national comptait donner carte blanche au Conseil fédéral pour ratifier l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie. Heureusement toutefois, c'est le Conseil des États qui a réussi à s'imposer. Le Conseil fédéral ne pourra ratifier le protocole en question que si la Suisse trouve avec l'UE un accord conforme au droit suisse sur la question de l'immigration. En d'autres termes, un accord compatible avec les règles sur l'immigration de masse.

«Le Conseil fédéral ne pourra ratifier le protocole en question que si la Suisse trouve avec l'UE un accord conforme au droit suisse sur la question de l'immigration. En d'autres termes, un accord compatible avec les règles sur l'immigration de masse.»

Dans l'examen de ce projet, il a tout d'abord fallu répondre à la question de la constitutionnalité : le protocole à l'Accord sur la libre circulation (ALCP) viole-t-il le nouvel article anti-immigration de masse, l'art. 121a de la Constitution fédérale ? Celui-ci dispose, entre autres : « Aucun traité international contraire au présent article ne sera conclu. »

Ne pas céder à la pression de l'UE
La Suisse n'ayant pas de juridiction

constitutionnelle, le Parlement fédéral est seul à même de protéger la Constitution. Or, au sein de la commission préparatoire, le Conseil fédéral a avant tout souligné l'importance d'Horizon 2020 et présenté les répercussions négatives d'une non-ratification. Le projet relatif à la Croatie n'a toutefois absolument rien à voir avec Horizon 2020. Politiquement, si, mais pas juridiquement. Le Conseil fédéral a hélas cédé à la pression de l'UE. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de s'interroger sur les éventuels effets positifs ou négatifs de ce protocole, et encore moins de se préoccuper de la sensibilité de l'UE. En matière de politique étrangère, le Conseil fédéral nous pousse sans arrêt à mettre les gaz. Par contre, en politique intérieure, il semble souvent que les choses n'avancent jamais assez lentement.

La libre circulation n'est pas conforme à la Constitution

Pour ma part, j'ai identifié différents conflits entre l'Accord sur la libre circulation et l'article sur l'immigration de masse. Ce dernier exige que la Suisse contrôle elle-même son immigration. Que le nombre de permis accordé soit plafonné

et soumis à des contingents. Que des maxima s'appliquent à tous les permis du droit des étrangers. Enfin, une priorité aux Suisses et Suissesses sur le marché du travail. Le protocole relatif à la Croatie méprise toutes ces dispositions.

«En matière de politique étrangère, le Conseil fédéral nous pousse sans arrêt à mettre les gaz. Par contre, en politique intérieure, il semble souvent que les choses n'avancent jamais assez lentement.»

Certes, la Croatie est un petit pays, de sorte qu'il n'y aura guère d'émigration de masse vers la Suisse. Néanmoins, on touche ici à des biens juridiques de la plus haute importance, la démocratie et l'État de droit, et donc au respect de la Constitution fédérale, légitimée dans ce pays par le peuple et les cantons.



Thomas Minder, conseiller aux États, indépendant, Groupe parlementaire UDC, Neuhausen am Rheinfall (SH)

BOOSTERJET, LA SENSATION COMPACTE: NEW BALENO SERGIO CELLANO TOP AVEC MOTEUR TURBO DES Fr. 20 490.-

PREMIERE
Gamme dès Fr. 15 990.-

VOTRE AVANTAGE ANNIVERSAIRE Fr. 3 480.-*

**NEW BALENO BOOSTERJET SERGIO CELLANO TOP
DES Fr. 20 490.-**

Aussi en version automatique. Série limitée.
Jusqu'à épuisement du stock.

***Votre bénéfice Sergio Cellano:** un sac en cuir «Wee-kender» tendance, un confortable coussin de voyage Sergio Cellano, des luxueux tapis de sol, un élégant porte-clés ainsi que d'attrayants éléments de décoration. Chaque véhicule s'accompagne également d'un bonus anniversaire de Fr. 2000.- et de 5 ans de garantie premium et mobilité Suzuki.



NOUS FETONS, VOUS PROFITEZ!



New Baleno Boosterjet Sergio Cellano Top



Votre partenaire Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de leasing individuelle et adaptée à vos besoins pour le modèle de votre choix, avec une offre attractive Hit-Leasing de 3.5%. **Conditions de leasing:** durée 48 mois, 10 000 km par an, taux d'intérêt annuel effectif de 3.56%, assurance tous risques obligatoire, acompte spécial: 15% du prix d'achat net, caution: 5% du prix d'achat net, au minimum Fr. 1000.-. La durée et le kilométrage sont variables et s'adaptent à vos besoins personnels. Financement et leasing: www.multilease.ch. **Tous les prix sont des recommandations sans engagement, TVA comprise (déduction faite du bonus anniversaire de Fr. 2000.-).** Acheter et profiter maintenant. Série limitée. Jusqu'à épuisement du stock. Prix d'introduction valable pour les contrats conclus jusqu'au 31.8.2016 ou jusqu'à nouvel avis. *New Baleno Boosterjet Sergio Cellano Top, 5 portes, Fr. 20 490.-, avantage pack Sergio Cellano Fr. 1 480.-, bonus anniversaire Fr. 2000.-, avantages anniversaire Fr. 3 480.-, consommation de carburant normalisée: 4.5l/100km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 105g/km; New Baleno Hybrid Compact Top, 5 portes, Fr. 19 990.-, bonus anniversaire Fr. 2000.-, consommation de carburant normalisée: 4.0l/100km, catégorie de rendement énergétique: B, émissions de CO₂: 94g/km; moyenne pour l'ensemble des marques et modèles de voitures neuves en Suisse: 139g/km.

Le N°1 des compactes



Way of Life!

www.suzuki.ch

VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58**
ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**.

Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

La réforme de l'imposition préserve la prospérité et l'emploi

La Suisse doit adapter son système fiscal en raison de nouvelles réglementations internationales. 24 000 entreprises internationales, payant ensemble plus de 5 milliards de francs d'impôts et employant 150 000 collaborateurs, pourraient quitter la Suisse. C'est dans ce contexte que le parlement a adopté cette session d'été la Réforme de l'imposition des entreprises III. Cette réforme fournit aux entreprises des outils fiscaux afin d'empêcher leur départ et de préserver l'attrait fiscal du pays.

L'OCDE et l'UE exigent de la Suisse la suppression des taux d'imposition préférentiels applicables aux multinationales. Les 24 000 entreprises concernées sont importantes pour la place économique suisse. Elles représentent près de la moitié des impôts sur le bénéfice au niveau fédéral et une grande partie au niveau cantonal. Elles emploient en outre 150 000 collaborateurs. Si ceux-ci émigrent, la Suisse perd ces places de travail et ces recettes fiscales, que les entreprises et particuliers suisses devront compenser. C'est ce que cherche à éviter la réforme de l'imposition des entreprises.

De nouvelles mesures fiscales décidées pour les entreprises

Pour éviter que les entreprises concernées ne partent à l'étranger, le Parlement a préparé une boîte à outils fiscaux, parmi lesquels les cantons peuvent choisir ceux qui leur conviennent. Les revenus de brevets et les dépenses pour la recherche pourront ainsi désormais être déduits des impôts. Les intérêts de sociétés de capitaux seront également déductibles, à condition d'atteindre un certain seuil. Il y a lieu de s'attendre à une baisse des taux d'imposition dans de nombreux cantons. La Confédération compense les éventuelles pertes fiscales des cantons par des moyens supplémentaires.

L'UDC soutient pour sa part clairement la réforme de l'imposition des entreprises III, pour les raisons suivantes :

- 1 La réforme respecte le fédéralisme et l'autonomie cantonale.
- 2 La réforme assure des recettes fiscales aux niveaux fédéral, cantonal et communal.
- 3 La réforme empêche le départ d'entreprises internationales et de leurs places de travail en Suisse.

Préserver l'emploi

Dès la phase d'élaboration de la réforme, le PS a annoncé un référendum contre le projet.

La réforme de l'imposition des entreprises III permet de préserver l'attrait de la place fiscale suisse et garantir la prospérité dans l'intérêt de chacun.



Magdalena Martullo-Blocher, conseillère nationale et entrepreneuse des Grisons, Membre de la Commission de l'économie et des redevances

«Il nous faut de meilleurs yeux et oreilles»

Interview avec le conseiller fédéral Guy Parmelin, chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports.

***Franco-Parler:** Monsieur Parmelin, vous êtes en poste depuis presque six mois. Le temps est venu de dresser un premier bilan. La fonction de conseiller fédéral est-elle comme vous l'imaginiez ?*

CF Guy Parmelin: Absolument pas. Je plaisante, bien sûr ! L'exécutif a un fonctionnement très différent de celui du législatif, où je siégeais jusqu'à présent. Au Parlement, nous délibérons sur des lois et des ordonnances. Au Conseil fédéral, notre rôle est de mettre en œuvre les décisions du Parlement. Souvent, il faut prendre rapidement des décisions lourdes de conséquences. Ce n'est pas toujours facile, mais cela fait partie de mon rôle de chef de département. De manière générale, je me sens bien dans mes nouvelles fonctions de conseiller fédéral et responsable du Département de la défense, de la protection de la population et des sports.

à suivre notre propre chemin et à faire montre d'assurance face à l'étranger. La Suisse, avec sa place économique forte, son grand savoir-faire, ses infrastructures de qualité et sa sécurité élevée, est un partenaire fiable et intéres-

ses règles légales et des contrôles supplémentaires. La nouvelle loi repose sur un bon équilibre: elle renforce la sécurité de la Suisse tout en garantissant la protection des libertés individuelles.



Guy Parmelin, l'homme:

né le 9 novembre 1959 à Bursins (VD)
marié avec Caroline, jusqu'à fin 2015 agriculteur et vigneron

1994 - 2003: Député vaudois

2003 - 2015: Conseiller national et vice-président du groupe UDC
(Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie CN, Commission de la sécurité sociale et de la santé publique)

Depuis le 9 décembre 2015: Conseiller fédéral, chef du DDPS

Quels sont les points essentiels de cette nouvelle loi sur le renseignement ?

La Suisse n'est pas suffisamment protégée face aux menaces actuelles. Il faut adapter les bases légales à des circonstances toujours plus complexes et imprévisibles. Le droit en vigueur ne permet au service de renseignement que la collecte d'informations dans des lieux publics. La pénétration de systèmes informatiques et la surveillance des télécommunications lui sont interdites. La LRens autorise ces cas de figure, mais avec des limites strictes et une procédure d'approbation judiciaire et politique en plusieurs étapes.

Ne craignez-vous pas un État fouineur trop puissant, restreignant la liberté des citoyens ?

Non, parce que ces mesures ne peuvent être utilisées qu'en cas de graves menaces pour la sécurité intérieure ou extérieure, liées au terrorisme, à l'espionnage ou à des cyberattaques visant des infrastructures clé. De plus, le contrôle est très sévère. Avant de pouvoir procéder à une écoute ciblée, le service de renseignement doit obtenir l'autorisation du Tribunal administratif fédéral et du chef du DDPS. Les chefs du DFJP et du DFAE doivent eux aussi donner leur accord. Enfin, les mesures

Comment voyez-vous notre relation avec l'UE ?

L'UE a grand intérêt à un partenariat avec la Suisse. Nous sommes des partenaires fiables, notre place économique figure en tête des classements et les membres de l'UE le savent. Bien sûr, nous devons aussi faire face à plusieurs défis, que nous devrons surmonter ensemble. Je suis toutefois certain que l'on trouvera des compromis.

Comment pourrions-nous préserver notre indépendance ?

Il est important que nous continuions

sant. Ne l'oublions pas. Je suis donc convaincu que nous préserverons notre indépendance.

Quelle importance accordez-vous à la nouvelle loi sur le renseignement, sur laquelle nous voterons le 25 septembre ?

Une grande importance. Au vu des menaces changeantes qui pèsent sur la Suisse, le Conseil fédéral et le Parlement ont adopté la nouvelle loi sur le renseignement (LRens). Celle-ci dote le Service de renseignement de la Confédération (SRC) de moyens supplémentaires, mais lui impose aussi des



Guy Parmelin: «La nouvelle loi sur le renseignement préserve parfaitement l'équilibre entre liberté individuelle et protection de la collectivité.»

seront contrôlées par la Délégation pour la sécurité et par une instance de surveillance indépendante.

La nouvelle loi préserve ainsi l'équilibre entre liberté individuelle et protection de la collectivité.

Qu'advient-il de toutes les données collectées ?

Comme aujourd'hui, les données personnelles non liées à des menaces ne peuvent être utilisées et doivent être détruites. S'agissant de l'exploration du réseau câblé, seules peuvent être traitées des informations correspondant aux critères de recherche définis préalablement. Les informations sur des personnes physiques ou morales vivant en Suisse ne font pas partie des critères de recherche autorisés. Ainsi, la surveillance de masse est impossible.

Où faut-il agir en priorité dans le domaine de la sécurité ?

Il y a très clairement des mesures à prendre en matière de renseignement. Il s'agit de parer la menace du terrorisme international, qui est également élevée en Suisse. Actuellement, notre

marge de manœuvre est trop limitée. Il nous faut de meilleurs yeux et oreilles pour identifier et contrer suffisamment tôt des intentions terroristes dans notre pays. D'où l'importance de la nouvelle loi. Parmi les priorités, il faut aussi considérer le cyberspace. Celui-ci peut être utilisé pour un large éventail d'attaques et d'abus allant du simple vandalisme en ligne et du vol de données à l'espionnage et au sabotage. Nous avons certes agi au niveau fédéral pour une meilleure cyberprotection, mais on peut certainement mieux faire et renforcer aussi la collaboration, p.ex. avec les cantons et les entreprises privées. La récente affaire d'espionnage chez Ruag a montré, une fois de plus, la réalité de ce problème.

Qu'en est-il du risque d'attentat terroriste en Suisse ?

Le risque terroriste reste élevé en Suisse, comme dans les autres pays européens. Il est dû, d'une part, à un grand nombre de voyages à motivation djihadiste, mais aussi aux appels directs à commettre des attentats lancés par «l'État islamique» et d'autres groupements terroristes.

Nous ne pensons pas que notre pays figure parmi les cibles prioritaires du terrorisme djihadiste. Mais de nombreux pays engagés contre «l'État islamiste», ainsi que des organisations internationales ont des représentations en Suisse.

Revenons sur les six premiers mois. Indiquez-moi trois points dont vous êtes satisfait et trois dont vous êtes insatisfait (tous liés au DDPS), parmi tout ce que vous avez réalisé ou mis en route :

- ☒ Professionnalisme et engagement des collaboratrices et collaborateurs
- ☒ Réforme de l'armée adoptée à une nette majorité
- ☒ Nombreux contacts positifs avec des ministres étrangers
- ☐ Il faut accroître l'efficacité des procédures d'armement
- ☐ Je souhaite une culture d'entreprise ouverte, transparente et sincère
- ☐ L'administration doit regagner la confiance des citoyens

PRIVATIONS MASSIVES POUR TOUS!



NON

À L'INITIATIVE EXTRÊME
DES VERTS
« ÉCONOMIE VERTE »

Votation fédérale du 25 septembre 2016

L'initiative extrême des Verts veut contraindre la Suisse à diminuer sa consommation actuelle de ressources d'**au moins 65%**. Cette proposition torpille l'économie suisse et menace des places de travail. Elle implique aussi un contrôle accru de nos choix individuels par l'Etat, qui pourra piloter nos vies. Le diktat des Verts se traduira par des contraintes très fortes et par une hausse des prix. Il obligera les Suisses à modifier radicalement leur mode de vie en termes d'alimentation, de mobilité et de logement, pour vivre nettement moins bien qu'aujourd'hui.

Contraintes extrêmes

Limitation imposée pour la consommation de viande, de produits laitiers, de fruits et de poissons importés

Forte augmentation des prix

Augmentation massive des taxes sur l'essence, le diesel, le mazout et l'électricité

Economie planifiée verte

Toujours plus de restrictions de consommation et de réglementation de la production

Diktat vert au quotidien

Des appartements plus petits, moins chauffés et des loisirs limités

AIDEZ-NOUS À EMPÊCHER LE DIKTAT DES VERTS! POUR EN SAVOIR PLUS:

WWW.VERT-EXTRÊME-NON.CH

Mettre l'AVS en danger au lieu de la garantir ?

Cela fait deux ans que l'AVS dépense plus qu'elle n'encaisse. Comme les Suissesses et les Suisses vivent toujours plus longtemps, et comme les rentiers sont de plus en plus nombreux, la situation financière se détériore rapidement. Et c'est précisément maintenant que les syndicats réclament une hausse de 10% des rentes pour tous les bénéficiaires – qu'ils soient modestes ou aisés. Cette demande provoquerait jusqu'à 5,5 milliards de francs de coûts supplémentaires chaque année. C'est irresponsable !

Si l'on veut garantir les rentes, il faut refuser cette initiative qui arrose tout le monde !

Aidez-nous à **stopper cette illusion de gauche.**
Inscrivez-vous sur : www.avsplus-non.ch

www.avsplus-non.ch

Comité interpartis « Non à l'initiative AVSplus », 3001 Berne

Initiative AVSplus **NON**

L'autodétermination est aussi un droit de l'homme

Les droits de l'homme sont le plus grand acquis de l'humanité. Dans l'Antiquité déjà, les hommes étaient conscients de l'importance de mettre les lois par écrit, afin d'assurer la sécurité du droit et de faire barrière à l'arbitraire des gouvernants. Plus tard, le pouvoir des puissants a été restreint par des actes législatifs essentiels, tels le « Habeas Corpus » et la « Magna Charta ».

Les idées de l'homme libre nées au siècle des Lumières ont trouvé leur plus belle expression dans la Déclaration d'Indépendance américaine de 1776, qui consacre par écrit le droit inaliénable à la vie et à la liberté, ainsi que la recherche du bonheur individuel. Un mois avant l'édiction du « Bill of Rights » basé sur celle-ci, la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » adoptée en France a été le premier catalogue fermé de droits de l'homme.

Guillotine plutôt que droits de l'homme en France

Les belles déclarations pleines de bonnes intentions sont une chose, leur garantie et leur mise en œuvre en sont une autre. L'exemple de la France l'illustre de façon particulièrement flagrante. L'encre de la Déclaration des droits de l'homme adoptée en 1789 - et même élevée au rang de patrimoine documentaire de l'humanité en 2003 - était à peine sèche qu'elle était déjà en grande partie lettre morte. Les nouveaux gouvernants faisaient montre d'un autoritarisme déchaîné. Ils attisaient sciemment la peur au sein de la population, c'était l'époque de la Terreur. Ceux à qui on reprochait une attitude contrerévolutionnaire ne pouvaient que rêver d'un procès équitable. Les droits de l'homme ont été jetés à la poubelle par leurs « inventeurs ».

Les libertés individuelles sont un caillou dans le pied de l'État

Les gouvernants voient souvent les

droits et libertés fondamentaux comme un caillou dans le pied. En Suisse aussi. Certes, les dissidents n'ont pas à craindre la guillotine dans notre pays, mais la rhétorique de certains internationalistes zélés rappelle fortement celle

fiscal. A-t-elle été emmenée menotte aux mains et condamnée pour violation de principes juridiques centenaires ? Que nenni, les zélotes d'un État de droit pervers l'ont portée aux nues !



des Sans-Culotte. Lorsque par exemple on enfreint clairement le droit constitutionnel par l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie, ceux-là même qui plaident pour une juridiction constitutionnelle figurent parmi les plus fervents soutiens du projet. Ou lorsque Eveline Widmer-Schlumpf voulait introduire et durcir rétroactivement des dispositions pénales du droit

Un souverain adulte et responsable

Si, aujourd'hui, ceux précisément contre qui les droits de l'homme sont censés nous protéger font mine d'en être les saints patrons, il y a de quoi être hautement sceptique. Ce que l'État donne, l'État peut le reprendre. En aucun cas ne faut-il permettre cela. Dans la Confédération, ce sont les citoyens et citoyennes adultes et capables de discernement qui constituent le souverain. Sans eux, nous n'aurions ni libertés fondamentales, ni État de droit. C'est pourquoi tous deux sont bien mieux protégés par eux que par des fonctionnaires quels qu'ils soient, auxquels ils fixent des limites. Pour cette raison justement, il faut renforcer l'autodétermination des citoyens et citoyennes, afin de les protéger de l'arbitraire de l'élite. C'est exactement cela qu'exige l'initiative sur l'autodétermination, qui vise à placer le droit national au-dessus des règles non impératives du droit international, sans légitimité démocratique.

Michael Buffat,
conseiller national,
Vuarrens (VD)



CLUB PISCINE

WWW.CLUBPISCINE.CH

SPAS - PISCINES - TRAITEMENT DE L'EAU - ACCESSOIRES



WIR Bank

Route de Toches 3 - 1026 ECHANDENS - 021 617 17 17

VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58**
ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**.

Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, admin.ch., Schweizer Parlament, wikipédia, VBS/DDPS.

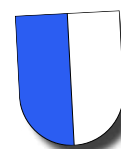
dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

**BIEN PLUS QU'UNE
IMPRIMERIE**



DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60
4601 Olten
T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

Visite du canton de Lucerne



Pour sa sortie annuelle, le Groupe parlementaire de l'UDC est allé en train jusqu'à Lucerne. Après avoir visité le Centre de Culture et Congrès, le groupe a traversé le Lac des Quatre-Cantons en bateau pour se rendre au Park Hôtel de Weggis. Un grand merci au conseiller national Felix Müri pour la parfaite organisation.



Paul Winiker (gauche), conseiller d'Etat du canton de Lucerne salue les participants en compagnie du conseiller national Felix Müri (droite).



Le Groupe UDC et ses invités étaient très attentifs lors de la visite du Centre de Culture et Congrès de Lucerne.



Une vue de la belle ville de Lucerne depuis le balcon du bâtiment.



Il n'y a pas qu'au sein du DDPS que le conseiller fédéral Guy Parmelin occupe la place du capitaine et mène son équipage.



Le nouveau président de l'UDC et conseiller national Albert Rösti (milieu) avec ses collègues du National Felix Müri (gauche) et Franz Grüter (droite) au Park Hotel de Weggis.

L'UDC proche de vous

Rencontrez personnellement vos parlementaires et posez-leur toutes vos questions!



Argovie



Burgherr Thomas, conseiller national
20 juin, 19h30
Rest. Schützen, Schachenallee 39, Aarau



Flückiger Sylvia, conseillère nationale
Pas d'événement



Giezendanner Ulrich, conseiller national
Pas d'événement



Glarner Andreas, conseiller national
20 juin, 19h30
Rest. Schützen, Schachenallee 39, Aarau



Knecht Hansjörg, conseiller national
18 juin, 11h00
Rest. Tägerhard, Tägerhardstr. 122, Wettingen



Stamm Luzi, conseiller national
18 juin, 11h00
Rest. Tägerhard, Tägerhardstr. 122, Wettingen
20 juin, 19h30
Rest. Schützen, Schachenallee 39, Aarau



Reimann Maximilian, conseiller national
Pas d'événement



Berne



Aebi Andreas, conseiller national
19 juin, 18h00
Brunnenhof, Dorfstrasse 90, Alchenstorf



Amstutz Adrian, conseiller national
23 juin, 20h00
Mehrzweckhalle, Auweg 23, Uttigen



Bühler Manfred, conseiller national
18 juin, 11h30
Montagne de Moutier



Geissbühler Andrea, conseillère nationale
Pas d'événement



Hess Erich, conseiller national
8 juillet, 19h00
Bauernhaus Bienzgut, Bernstrasse 77, Bern



Pieren Nadja, conseillère nationale
21 juin, 19h30
Restaurant Rössli, Utzenstorf



Rösti Albert, conseiller national
23 juin, 20h00
Mehrzweckhalle, Auweg 23, Uttigen



Salzmann Werner, conseiller national
21 juin, 19h30
Restaurant Rössli, Utzenstorf
22 juin, 20h30
Garmiswil in Düringen (FR)
24 juin, 20h00
Romantik Hotel Sternen, Kriegstetten (SO)



von Siebenthal Erich, conseiller national
6 juillet, 20h00
Hotel Alphorn, Gstaad



Bâle-Campagne



de Courten Thomas, conseiller national
29 juin, 19h30
Rest. zum Wilden Mann, Schulstrasse 1, Frenkendorf



Sollberger Sandra, conseillère nationale
29 juin, 19h30
Rest. zum Wilden Mann, Schulstrasse 1, Frenkendorf



Bâle-Ville



Frehner Sebastian, conseiller national
Pas d'événement



Appenzel Rh. Ext.



Zuberbühler David, conseiller national
18 juin, 19h15
Saal Hotel Krone, Wolfhalden



Fribourg



Rime Jean-François, conseiller national
29 juin, 20h00
Auberge d'Avry-Rosé, Rosé



Page Pierre-André, conseiller national
29 juin, 20h00
Auberge d'Avry-Rosé, Rosé



Genève



Amaudruz Céline, conseillère nationale
Pas d'événement



Nidegger Yves, conseiller national
Pas d'événement



Glaris



Hösli Werner, conseiller aux Etats
Pas d'événement



Grisons



Brand Heinz, conseiller national
28 juin, 20h00
Restaurant San Jon, Scuol



Martullo-Blocher Magdalena, conseillère nationale
28 juillet, 19h30
Hotel Alpina, Schiers



Lucerne



Estermann Yvette, conseillère nationale
30 juin 20.00
Restaurant Obernau, Obernauerstrasse 89, Obernau



Muri Felix, conseiller national
24 juin, 20h00
Pfarrsaal, Dorfstrasse 5, Rickenbach



Grüter Franz, conseiller national
24 juin, 20h00
Pfarrsaal, Dorfstrasse 5, Rickenbach



Neuchâtel



Clottu Raymond, conseiller national
Pas d'événement



Nidwald



Keller Peter, conseiller national
18 juin, 09h30
Wirtschaft zur Rosenburg, Höfli, Alter Postplatz 3, Stans



St-Gall



Brunner Toni, conseiller national
Pas d'événement



Büchel Roland Rino, conseiller national
18 août, 20h00
Restaurant Sternen, Benken



Müller Thomas, conseiller national
20 juin, 20h00
Seerestaurant, Rorschach



Keller-Inhelder Barbara, conseillère nationale
18 août, 20h00
Restaurant Sternen, Benken



Reimann Lukas, conseiller national
18 juin 19h15
Saal Hotel Krone, Wolfhalden (AR)



Schaffhouse



Hurter Thomas, conseiller national
17 juin, 17h30
Schiffplände/Freier Platz, Schaffhausen



Germann Hannes, conseiller aux Etats
17 juin, 17h30
Schiffplände/Freier Platz, Schaffhausen



Soleure



Imark Christian, conseiller national
23 juin, 19h30
Restaurant Frohsinn, Hauptstrasse 26, Erlinsbach



Wobmann Walter, conseiller national
23 juin, 19h30
Restaurant Frohsinn, Hauptstrasse 26, Erlinsbach



Schwytz



Dettling Marcel, conseiller national
22 juin, 20h00
Restaurant Gotthard Goldau Parkstrasse 21 Goldau



Schwander Pirmin, conseiller national
22 juin, 20h00
Restaurant Gotthard Goldau Parkstrasse 21 Goldau



Föhn Peter, conseiller aux Etats
22 juin, 20h00
Restaurant Gotthard Goldau Parkstrasse 21 Goldau



Alex Kuprecht, conseiller aux Etat
22 juin, 20h00
Restaurant Gotthard Goldau Parkstrasse 21 Goldau



Thurgovie



Eberle Roland, conseiller aux Etats
8 juillet, 19h00
Waldhütte Thomann, Märwil



Hausammann Markus, conseiller national
8 juillet, 19h00
Waldhütte Thomann, Märwil



Herzog Verena, conseillère nationale
8 juillet, 19h00
Waldhütte Thomann, Märwil



Walter Hansjörg, conseiller national
Kein Anlass



Uri



Arnold Beat, conseiller national
16 juillet, 18h00
Schiffsstation Flüelen



Vaud



Buffat Michaël, conseiller national
28 juin, 19h30
Caveau Domaine des Sieurs, Chemin des Combes 11, Luins



Nicolet Jacques, conseiller national
28 juin, 19h30
Caveau Domaine des Sieurs, Chemin des Combes 11, Luins



Grin Jean-Pierre, conseiller national
28 juin, 19h30
Caveau Domaine des Sieurs, Chemin des Combes 11, Luins



Glauser Alice, conseillère nationale
28 juin, 19h30
Caveau Domaine des Sieurs, Chemin des Combes 11, Luins



Zoug



Aeschi Thomas, conseiller national
21 juin, 19h30
Restaurant Sport Inn, Waldmannhalle, Baar



Stahl Jürg, conseiller national
29 mai, 10h00
Bauernhof Weber Buenstr. 11, Dübendorf



Tuena Mauro, conseiller national
22 juin, 19h30
Restaurant Muggenbühl, Muggenbühlstrasse 15, Zürich (Kreis2)



Rutz Gregor, conseiller national
20 juin, 20h00
Brauerei Herzbräu, Dändlikon, Hombrechtikon
22 juin, 19h30
Restaurant Muggenbühl, Muggenbühlstrasse 15, Zürich (Kreis2)



Zurich



Köppel Roger, conseiller national
9 septembre, 18h30
Landgasthof Krone, Russikon



Walliser Bruno, conseiller national
5 juillet, 19h20
Schiffahrt auf dem Zürisee ab Anlegestelle Uetikon am See
6 juillet, 11h45
Landgasthof zum Schwert, Hauptstrasse 7, Oberstammheim



Zanetti Claudio, conseiller national
18 juin, 10h00
Gasthof Höfli, Landstrasse 26, Otelfingen



Heer Alfred, conseiller national
22 juin, 19h30
Restaurant Muggenbühl, Muggenbühlstrasse 15, Zürich (Kreis2)



Valais



Addor Jean-Luc, conseiller national
23 juin, 19h30
Salle de la Pontaise, Ardon



Ruppen Franz, conseiller national
22 juin, 19h30
Restaurant Bodmen, Saas-Grund



Vogt Hans-Ueli, conseiller national
22 juin, 19h30
Restaurant Muggenbühl, Muggenbühlstrasse 15, Zürich (Kreis2)



Steinemann Barbara, conseillère nationale
8 septembre, 19h00
Rebhaus in Watt bei Regensdorf



Egloff Hans, conseiller national
18 juin, 14h00
Schulhaus Kalktarren in Schlieren



Matter Thomas, conseiller national
1^{er} août, 11h00
Seeanlage, Meilen



Rickli Natalie, conseillère nationale
21 juin, 19h30
Schule für angewandte Linguistik, Sonneggstrasse 82, Zürich

«La Suisse ne dit pas à Bruxelles ce qu'elle veut»

Résumé de l'interview de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher parue dans le journal alémanique « Schweiz am Sonntag ». Il s'exprime notamment sur les conséquences du Brexit et les dangers d'une reprise automatique par la Suisse du droit UE.

Monsieur Blocher, vous êtes-vous attendu au Brexit?

Christoph Blocher: J'ai sous-estimé les Britanniques. Jamais je n'ai pensé qu'ils auraient la force de quitter l'UE compte tenu des douleurs de séparation qui avaient été manifestés au préalable. Voilà pourquoi je suis – une fois de plus – déçu par moi-même.

Une fois de plus? Pourquoi dites-vous cela?

En 1992, avant le vote sur l'adhésion à l'EEE/CE j'ai aussi sous-estimé le peuple suisse. Je pensais qu'il était impossible que les Suisses prennent une telle décision alors qu'on les menaçait de conséquences économiques aussi graves.

La Grande-Bretagne a opté pour le Brexit malgré toutes les menaces.

La situation était encore plus difficile pour la Grande-Bretagne que pour la Suisse à l'époque. La Suisse était et est toujours à l'extérieur de l'UE. Il est plus facile de ne pas épouser quelqu'un que de divorcer. D'un point de vue objectif cependant, la décision devait bien aller dans ce sens.

Qu'est-ce qui vous dit cela?

Qu'est-ce que l'UE? Une erreur de construction idéologique. Ce constat est de plus en plus évident avec l'euro, Schengen, Dublin, la migration, la crise grecque. Et il y a toutes ces formules vides lancées par le personnel de direction de l'UE. Aujourd'hui chacun fait à peu près ce qu'il veut. Les habitants de la majorité des Etats membres n'aimeraient plus être dans l'UE, mais ils sont obligés d'y rester. Chacun a compris aujourd'hui que cette construction est mauvaise pour les citoyens.

Croyez-vous que l'UE va s'effondrer?
Le Brexit est un signe de plus de la

désintégration de l'UE. Les forces centrifuges vont augmenter. La Grande-Bretagne était jusqu'ici le seul pays dans lequel il était permis à la population de discuter ouvertement du maintien dans l'UE ou du départ.

«Take back control»: ce slogan a séduit les Britanniques. L'UDC s'en sert aussi pour l'immigration et la protection des frontières. S'agit-il là des points névralgiques?

Absolument. Mais la Suisse est confrontée à une question encore plus importante: devons-nous nous rattacher à l'UE, voire y adhérer? La population suisse est opposée aux deux options. Le dernier rapport de l'EPFZ sur la politique de sécurité indique que la proportion des Suisses acceptant de se rapprocher de l'UE est tombée à 16%. Or, la Berne fédérale a préparé un document prêt à la signature qui vise exactement cet objectif.

L'UE veut nous contraindre de reprendre son droit sans que la Suisse n'ait un mot à dire. En cas de litige, nous devrions reconnaître les jugements de la Cour de justice UE, donc des juges étrangers. Le Conseil fédéral doit stopper cette procédure s'il a le moindre bon sens. Il s'agit de quelque chose de fondamental: avec cet accord, la Suisse cède sa compétence législative à l'UE. Dans le marché intérieur, nous devrions reprendre toutes les dispositions légales de l'UE. Nous céderions notre démocratie directe via le régime juridique.

Nous n'aurions alors plus de souveraineté. C'est comme pour les accords Schengen/Dublin. Si l'UE décide d'abolir l'obligation du visa pour les Turcs, nous devrions en faire autant, que nous le voulions ou non.



L'opposition à l'accord-cadre est votre "grande bataille".

Oui, car cet accord ferait de la Suisse une colonie de l'UE, puis finirait par la faire entrer dans l'UE sans vote populaire.

Que doit faire la Suisse pour appliquer l'initiative contre l'immigration de masse?

Nous sommes les spectateurs d'une pièce de théâtre. Vous ne croyez tout de même pas sérieusement que les choses auraient été facilitées si la Grande-Bretagne avait décidé de rester dans l'UE? C'est absurde. Le fond du problème est le suivant: la Suisse ne dit pas à Bruxelles ce qu'elle veut.

Faut-il des contingents ou non?

Bien sûr qu'il en faut. Dans les domaines où il existe un important potentiel national de main-d'œuvre, les contingents doivent être bas. La préférence nationale sera ainsi prise au sérieux.

Qu'attendez-vous de l'application?

La Suisse s'est donné un article constitutionnel. Elle a ouvert la porte à l'UE pour une adaptation des accords. L'UE a affirmé pendant deux ans qu'elle ne négocierait pas. Donc, nous devons appliquer l'article de manière autonome. Il faut savoir que l'UE a peur que la Suisse résilie l'accord de libre circulation des personnes. Il y aurait une réaction en chaîne dans d'autres pays. C'est comme pour le Brexit: Bruxelles craint que d'autres pays suivent l'exemple.

Retrouvez l'entier de l'interview en ligne sous:

www.udc.ch/actualites/editoriaux/c2abla-suisse-ne-dit-pas-a-bruxelles-ce-qu'elle-veutc2bb/